RASSEMBLEMENTCOMMUNISTE.FR
RC@RASSEMBLEMENTCOMMUNISTE.FR
9 novembre 2019

IL ÉTAIT UNE FOIS LA CONTRE-REVOLUTION…

9 NOVEMBRE 1989: LE SOCIALISME EST-ALLEMAND CEDAIT FACE AU CAPITALISME DE L'OUEST

Il y a 30 ans, le 9 novembre 1989, une terrible nouvelle secoue la planète : le Mur de Berlin, est tombé, pris dans le tourbillon contre-révolutionnaire ayant ébranlé déjà la Pologne, la Hongrie, et qui commençait à saper de façon décisive l'URSS gorbatchévienne.

Symbolique de l'esprit dans lequel se fait cette chute, chaque Allemand de l'Est se rendant en RFA reçoit alors 100 Deutschemarks, récompense distribuée par le capitalisme pour avoir contribué à la mort du socialisme en RDA.

Mais les citoyens de RDA, achetés aux premiers jours comme prix de l'illusion de leur « liberté », finiront par payer le prix fort cette annexion dans le capitalisme, de cette découverte de la « liberté du renard dans le poulailler ».

La RDA a été traitée comme un état conquis dont le colonisateur détruit sans vergogne l'appareil d'état préexistant. Le passage au capitalisme est brutal pour les travailleurs : 14 000 entreprises d'Etat ou coopératives sont privatisées soit 80% de l'économie allemande ! Un pays, qui était considéré comme la 10ème puissance industrielle mondiale, est livré en pâture aux charognards. 4 000 entreprises publiques est-allemandes seront purement et simplement fermées. Au total, dès le début des années 90, on estime que près de 2,5 millions de personnes auront perdu leur emploi, que 3 millions d'actifs vont se retrouver en situation de sous emplois pour près de 9 millions d'actifs. Effondrement social pour des millions de travailleurs qui, pour une large masse ne retrouveront pas de travail stable ou devront émigrer à l'Ouest (1,5 millions de jeunes sont partis).

Aujourd'hui encore le taux de chômage reste plus élevé à l'Est de l'Allemagne (6,5% contre 4,5% à l'Ouest), même si l'écart s'est resserré, l'ensemble de l'Allemagne subissant aujourd'hui, après les

réformes Schröder, la politique du travail précaire : 22,5% des travailleurs allemands sont considérés d'ailleurs comme « à bas salaires » soient 3 fois plus qu'en France, dans un pays où le salaire minimum, récemment introduit, n'est qu'à 8,5 euros de l'heure.

Il est à noter que l'annexion a, certes, provoqué l'effondrement du niveau de vie des Allemands de l'Est mais aussi provoqué une pression à la baisse des salaires des Allemands de l'ouest, dans une mesure moindre. Le seul gagnant dans cette affaire, c'est le capital dont les préoccupations humaines sont le dernier de ses soucis. L'onde de choc de la contre-révolution, d'ailleurs, a atteint l'ensemble des pays capitalistes de l'Ouest, dont la France : les bourgeoisies nationales sont passées à la vitesse supérieure dans l'attaque contre les conquis des peuples, notamment contre les conquis du Conseil National de la Résistance (CNR), qu'il s'agit désormais de « défaire systématiquement » selon le mot célèbre de Denis Kessler, l'ex dirigeant du MEDEF.

Les femmes ont été particulièrement touchées par la politique de désindustrialisation et de licenciements de masse. En RDA, les femmes avaient le taux d'activité le plus élevé au monde (A la fin des années 1980, 52% des allemandes de l'Est mère d'un enfant de 3 à 5 ans occupaient un emploi à temps plein… contre 16% des allemandes de l'Ouest !). Mais après l'annexion, les femmes sont incitées à rester au foyer pour s'occuper de leurs enfants. On en arrive à la situation ubuesque de femmes qui se font stériliser pour travailler : de 8 en 1989, on atteindra 1200 femmes en 1991. (Source : *L'Huma* du 26 juin 1992)

30 ans après, les désillusions sont grandes en Allemagne de l'Est et le sentiment qui prédomine est le regret de la disparition de la RDA. Un sondage relevait que 57% des habitants de l'ex-RDA ont le sentiment d'être des « habitants de seconde zone » ; même chez les moins de 40 ans, seuls 20% estiment que la « réunification est un succès » !

C'est un terreau fertile pour l'extrême-droite qui, d'année en année relève la tête. En 2017, l'AFD a atteint 21,5% en tout dans les ex-länders de l'Est. Et dans son sillage, elle entraîne même une extrême-droite néonazie qui chasse ouvertement l'immigré, voire a été jusqu'à assassiner en juin de cette année un Préfet jugé trop « pro-migrants ». Le Mur en RDA était appelé de façon prémonitoire « mur de protection contre le fascisme » ; on voit clairement que sa chute a entraîné non seulement une bascule sociale mais aussi une bascule politique, la « bête immonde » se réinvitant dans le paysage, portée dans les bagages du capitalisme dont la nature sauvage est d'autant libérée parce qu'ayant temporellement vaincu le socialisme en Europe. L'avenir socialiste de l'Allemagne dite « réunifiée » se niche aussi dans la contradiction entre la réalité de l'exploitation capitaliste acharnée d'aujourd'hui et le souvenir des conquêtes sociales et démocratique de la RDA. Voilà pourquoi il est impératif de salir le passé pour enfumer le présent et l'avenir.

Le capitalisme « triomphant », et en particulier celui des bourgeoisies européennes, célèbre aujourd'hui une « fête »: celle de sa restauration à l'Est, puisque la chute du mur de Berlin inaugure concrètement le début de l'effondrement du camp socialiste aboutissant à la disparition de l'Union Soviétique. « Tout ce qui nous effrayait du communisme -perdre nos maisons, nos épargnes et être forcés de travailler pour un salaire minable sans avoir de pouvoir politique - s'est réalisé grâce au capitalisme » a déclaré le démocrate américain Bernie Sanders. Ici en France, avec les attaques sans précédent de Macron et de la finance contre nos conquêtes et nos droits les plus élémentaires, ce triste constat fait maintenant consensus. Face au cynisme de cette commémoration, qui n'ose pas célébrer le bilan lui-même de trente ans de restauration capitaliste après le chute du mur, nous, communistes, désormais menacés par des lois européennes liberticides qui vont tenter de nous en empêcher, devons au contraire rendre hommage aux avancées sociales du temps de la RDA et plus largement à l'époque du socialisme réel et de l'Union Soviétique.